

Le nouveau **Afrique**

88 JANVIER 2016

Un regard positif sur l'Afrique

Magazine d'information et d'analyse politique, économique, sociale, sportive et culturelle

DOSSIER **ALGÉRIE**



00880

5 414306 141414

#88 / JANVIER 2016 / MENSUEL
2000 CFA 2000 FC 5 USD 3,00 €
WWW.LENOUVELAFRIQUE.NET

POLITIQUE
DUO ARMÉE-POLITIQUE
FREIN OU AIDE À LA
DÉMOCRATIE AFRICAINE ?

SOCIÉTÉ
PHILIPPE SAEYS-
DESMEDT
« L'AFRIQUE EST EN
MOUVEMENT »

ÉCONOMIE
CROISSANCE
L'AFRIQUE DANS UNE
PHASE PROMETTEUSE

SOCIÉTÉ
« HOPE AND OPTIMISM »
NELSON MANDELA À
L'HONNEUR

Elegance & Noblesse

Ouvert depuis **mars 2010** par des passionnés de l'évènement, le **Birmingham Palace** s'inscrit de par son cadre soigné et distingué, dans un environnement luxueux mêlant **modernité** et **simplicité**. Situé près du centre de **Bruxelles**, il propose à des clients variés l'organisation de leurs évènements ainsi que la location de quatre **luxueuses** et **confortables** salles; **modulables** selon les besoins ou demandes.

Evènements aussi **variés** que séminaires d'entreprise, préparation des soirées privées, soirées à thème, concert, etc.

Une telle organisation est en mesure de faire du **sur-mesure**, sans faire appel à de la sous-traitance externe.

EVENTCENTER

BIRMINGHAM
PALACE

Catering IN/OUT



TABLES CHAISES
SALLE CLIMATISEE NAPPAGES
VAISSELLE
SERVICE PARKING DE 500 PLACES
SHOW-LIGHT PODIUMS
PISTE DE DANSE ACCES AU BAR
ACCES A LA CUISINE
Décoration Limousine
Wedding planner
AGENT DE SECURITE

Le **Birmingham Palace** est une société qui non seulement loue un espace d'évènements mais aussi qui les réalise également

112 rue de Birmingham - 1070 Bruxelles - Belgique

Tel/fax : +32 (0) 2 521 90 09 / +32 (0) 2 521 58 83

contact@birmingham-palace.be

www.birmingham-palace.be



Par Daouda Émile Ouédraogo

EN TOUTE INDÉPENDANCE D'ESPRIT...

Je m'incline respectueusement devant la tragédie de l'horreur. Je hais la violence sous toutes ses formes. Cependant, ce qui se passe depuis le 11 septembre 2001 et de nos jours dans différents pays du monde, doit interpeller tout esprit, épris de bons sens et d'une conscience objective. Les uns et les autres, sont en train d'entraîner l'humanité dans un conflit dont on ne saurait qualifier. L'on ne sait s'il oppose la culture musulmane qualifiée d'orientale à cause du croissant lunaire (orientale) à celle chrétienne, (occidentale). Je touche du bois dans un débat sensible mais, ma liberté de penser m'empêche de me taire. Je ne sais pour quelle raison, les uns ont assimilé l'Islam à la culture orientale et le christianisme à la culture occidentale (cela relève de la compétence des historiens). Aujourd'hui, l'humanité est dans un dilemme. Les Fils d'Adam se mènent un conflit pour Dieu, au nom de Dieu dans des religions qui prônent l'amour et la miséricorde de ce même Allah. C'est foutaise! Pour parler comme le vulgaire jeune au coin de la rue d'un ghetto d'une ville d'Afrique. L'humanité doit se ressaisir.

Se ressaisir, demande une prise en conscience de ce que l'on est, et, de ce que l'on veut devenir. Dans un monde où l'ennemi est invisible, il faut être humble et trouver la juste réponse à l'ennemi. En fait, il n'y a pas d'ennemi lorsque nous aimons. Mais, il y a des ennemis avec lesquels il faut parler. Il y a des ennemis avec lesquels il faut sympathiser et collaborer. Il n'y a pas, dans notre vécu quotidien, un problème sans solution. Cependant, toute solution est guidée par un désir : celui de trouver une issue heureuse au chemin que l'on emprunte.

L'Afrique a vécu. L'Afrique survivra. Elle ira crescendo dans un monde où le matériel a pris la place du réel. Elle ira grandissant dans une existence où survivre se conjugue à spolier le faible. Dans nos lieux de travail, sur les routes de nos campagnes, écraser le faible est devenu un jeu d'enfant. Pourtant, lorsqu'on veut réaliser des projets pour le futur, il faut dépasser l'égo. Se surpasser n'est pas écraser l'autre. Se surpasser c'est procurer du bonheur à l'autre. C'est être présent.

Dans cette logique, les attentats nous interpellent tous. Ils interpellent ceux qui les commettent. Ils interpellent ceux qui en sont les victimes. Ceux, perpétrés dans le monde présent, où à venir nous interpellera tous. Aussi bien qu'ils nous ont choqués, ils

doivent nous pousser à agir de sorte à combattre vaillamment les idées qui ont soutenu ces attentats. Il ne faut jamais imaginer un monde où les fils de cette existence se tuent pour des croyances religieuses. C'est pas gai.

Le plus grand bien, la plus grande joie à donner à l'existence est de bâtir un monde où chacun à sa place. Un monde où le présent est le vécu, un monde où chacun récolte le fruit de son travail. Dans cette logique, le salut de l'Afrique et du monde ne viendra pas d'une guerre entre religion. Il viendra de la capacité du monde à aimer. Il viendra de la capacité de tout un chacun à dépasser son égo. Pourquoi vivre si la raison de notre existence est un calvaire ? Pourquoi lutter si la raison de notre combat n'existe pas ? Face à une situation où tout le monde a peur, la meilleure des attitudes à adopter, est de ne pas avoir peur. Le plus grand bien que l'on puisse faire à l'existence, c'est de lui prouver que le futur nous appartient quelque soit les difficultés. Et, l'Afrique triomphera. Le monde triomphera. La paix triomphera. Tôt ou tard.

SOMMAIRE



DOSSIER ALGÉRIE

6 **ÉCONOMIE**
LE RÉVEIL

8 **POLITIQUE**
UNE DÉMOCRATIE « MILITAIRE » ?

10 **SOCIÉTÉ**
FAIRE DU TOURISME UN VECTEUR DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

14 **POLITIQUE**
CÔTE D'IVOIRE
QUELLE RENAISSANCE APRÈS LA PRÉSIDENTIELLE ?

16 **DUO ARMÉE-POLITIQUE**
FREIN OU AIDE À LA DÉMOCRATIE AFRICAINE ?

18 **MISSION PROBANTE EN RD CONGO**
LA MINISTRE DE LA « COCOF » CÉLINE FREMAULT

20 **RWANDA**
UNE BASE AÉRIENNE POUR DRONES EN 2020

22 **TANZANIE**
LES DÉFIS DU NOUVEAU PRÉSIDENT, JOHN MAGUFULI

24 **ÉCONOMIE**
ÉNERGIE EN AFRIQUE
4 PROPOSITIONS POUR UN BOOM ÉNERGÉTIQUE

26 **ENTREPRENEURIAT EN AFRIQUE**
LES DÉFIS ET LES PERSPECTIVES

Le nouvel Afrique
Un regard positif sur l'Afrique

Mensuel d'informations
Un regard positif sur l'Afrique

MISSION STATEMENT

La direction du magazine Le nouvel Afrique porte l'Afrique dans son cœur et est désireuse de rassembler dans ce mensuel d'informations des nouvelles positives sur l'Afrique. Le nouvel Afrique se veut une porte d'entrée vers l'Afrique en offrant une information responsable et objective sur ce continent. Les sujets (politiques, sociaux, économiques, sportifs et culturels) abordent des thèmes sensibles, tout en conservant néanmoins, une perspective positive. Le sous-titre du nouvel Afrique est 'Un regard positif sur l'Afrique'.

Directeur de publication : Cyrille Momote Kabange

Rédacteur en chef : Daouda Emile Ouedraogo

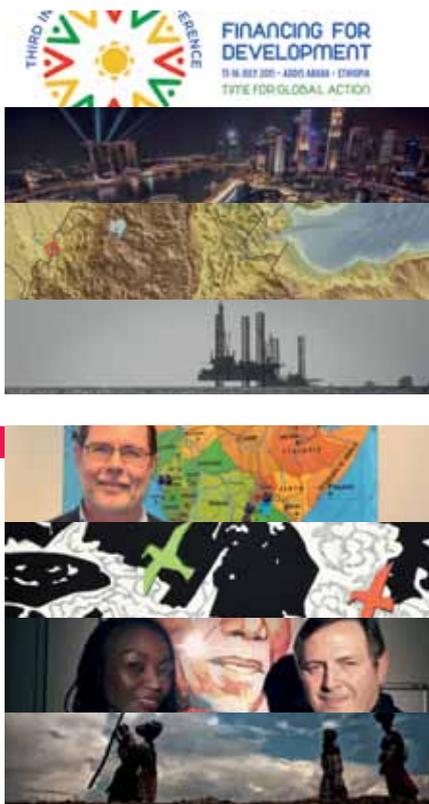
Éditorialiste : Cyrille Momote Kabange

Comité rédactionnel : Daouda Emile Ouedraogo, Alexandre Korbéogo, Anthony Vercrease, Karim Traoré, Cyrille Momote Kabange, Mouhamadou Moustapha Thiam, Alain Traoré, Jamil Thiam, Jamal Garando, Yves Makodia Mantséka, Innocent Ebodé, Souleymane Kanazoé, Blé Eddie Zakri, Tony O. Elumelu, Steve Orji, Szymon Jagiello, Noël Ble

Photographie : bruocsella.be, Maxime Devaux, Ronald Devaux, Afrikavision, NASA Astronauts, AbodeofChaos, Atif Rafik, Foreign and Commonwealth Office, Diplomatica, ITU Pictures, Norman Foster, Emile Costard, Clint Mason, pjtter05, chensiyuan, Carport, Chiara Trevisin, Martin Karimi

Couverture : « Algiers, Algeria » par NASA Astronauts – Sous licence Domaine public

Layout : bruocsella.be / bruocs@gmail.com



28 CROISSANCE
L'AFRIQUE DANS UNE PHASE PROMETTEUSE

30 DOING BUSINESS 2016
SINGAPOUR À LA 1^{ÈRE} PLACE

32 ÉTHIOPIE
QUAND L'HYDROÉLECTRICITÉ RÉVOLUTIONNE LE DÉVELOPPEMENT

34 HYDROCARBURES
L'INDUSTRIE DU PÉTROLE ET DU GAZ EN AFRIQUE EN FORTE CROISSANCE

SOCIÉTÉ

40 PHILIPPE SAEYS-DESMEDT, DIRECTEUR DE BRUSSELS AIRLINES POUR L'AFRIQUE
« L'AFRIQUE EST EN MOUVEMENT »

44 1^{ÈRE} ÉDITION DE L'EXPOSITION DE «HOPE AND OPTIMISM» EN WALLONIE
NELSON MANDELA À L'HONNEUR À LIÈGE

46 «HOPE AND OPTIMISM»
« L'EXPOSITION SYMBOLISE CE REGARD POSITIF SUR LE FUTUR »

48 CRISE MIGRATOIRE
RESPONSABILITÉ PARTAGÉE ENTRE L'AFRIQUE ET L'EUROPE



Le LNA est une publication de l'asbl Friendly Foot

www.friendlyfoot.be

SIÈGE SOCIAL

Boulevard de smet de naeyer 39

1090 Bruxelles

Belgique

E-mail: info@lenouvelafrique.net

Site web: www.lenouvelafrique.net

ADMINISTRATION & PUBLICITÉ

Directeur Général : Mahamat Haroun

Directeur Adjoint : Christel Kompany

Direction Commerciale : A.S.C. sprl

COMMUNICATION, PUBLICITÉ & VENTE

Directeur Commercial : Nadjim Haroun

ÉCONOMIE LE RÉVEIL

Par Anthony Vercruisse

Le vent des révolutions arabes ayant soufflé depuis, les pays du Maghreb reprennent du poil de la bête sur le chemin de la croissance économique. L'Algérie n'est pas en reste. Accroissement réel du PIB attendu pour 2016 : 4%.

L'économie algérienne se réveille. Avec une croissance réelle de 4% en 2014, essentiellement tirée par la reprise du secteur des hydrocarbures, les perspectives économiques de l'économie algérienne, projettent un accroissement du PIB réel de 3.9% en 2015 et de 4.0% en 2016. Face à la chute des cours du pétrole observée depuis juin 2014, les autorités ont engagé une série de mesures au nombre desquelles l'option d'un recours au financement bancaire national des investissements publics. Pays le plus vaste d'Afrique (2.38 millions km²), les autorités algériennes misent désormais sur l'investissement dans le social. Nonobstant cet état de fait, l'économie algérienne se porte bien malgré quelques soubresauts. En 2014, la situation financière du pays est néanmoins restée confortable : 194 milliards USD de réserve de change et un Fonds de régulation des recettes de 55 milliards USD. Cependant, le budget 2015 se base sur un prix du baril plus élevé que le cours actuel. Les subventions sur les denrées alimentaires de base ne seront pas remises en cause, mais le prix du carburant pourrait augmenter en 2015 tandis que les dépenses de fonctionnement de l'État seront préservées. Celui-ci pourrait économiser sur certaines dépenses d'équipement (40% des dépenses étatiques). Toutes ces opérations permettront au pays de sortir d'un certain marasme économique.

Les secteurs porteurs

Fortement dépendante de la manne pétrolière qui représente près de 97% des exportations, entre 65 et 80% des recettes fiscales et environ 50% du PIB, l'économie algérienne demeure quelquefois vulnérable. Sa diversification est une nécessité car ne disposant pas de secteur de production phare susceptible de prendre le relais des hydrocarbures. Force est de constater que l'Algérie est dépendante des importations sur certains produits stratégiques à l'image des cé-

réales. Ainsi il apparaît que le solde de la balance commerciale hors hydrocarbures de l'Algérie est fortement négatif (-43 Mds USD en 2011). À partir de 2009, les autorités du pays ont conduit une politique visant à mieux réguler le commerce extérieur et maîtriser les importations. Ces mesures ont certes alourdi les opérations commerciales avec l'étranger mais correspondent à une volonté de développer la production nationale. De plus, l'économie algérienne a bien résisté à la crise internationale en s'appuyant sur la relative fermeture du secteur financier et sur les excédents accumulés ces dernières années. En 2011, la tendance à l'embellie de l'économie algérienne s'est confirmée avec une hausse des exportations, grâce notamment à la bonne tenue du prix du brut en valeur, et des importations, en dépit de l'application de mesures coercitives. Elle affiche un excédent commercial de 26,9 Mds USD en 2011 (+62%) et un taux de croissance hors hydrocarbures de 4,8% soutenu par la poursuite des programmes d'investissements publics jusqu'en 2014.

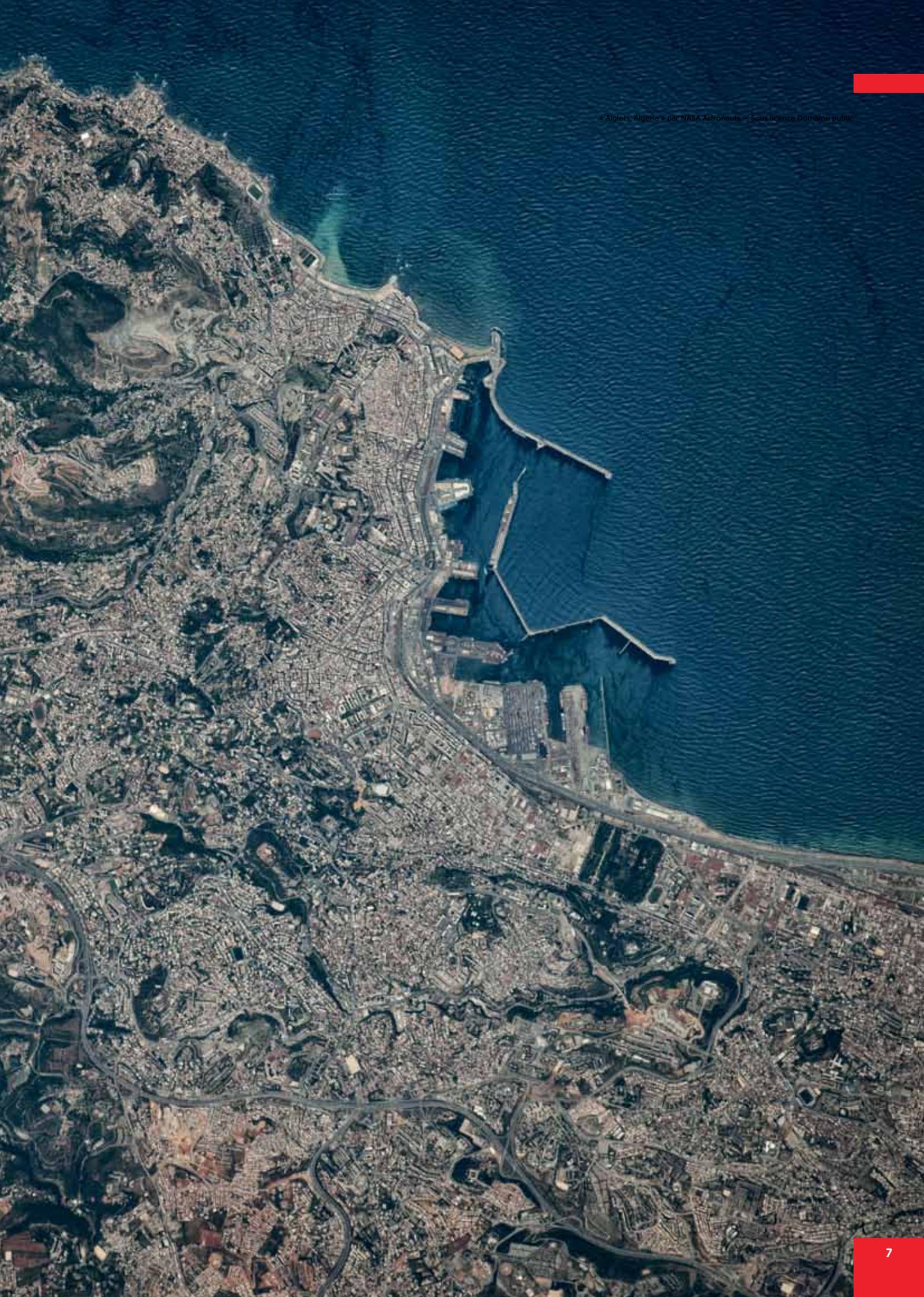
En perspective...

L'année 2014 a été marquée par l'arrivée à échéance du plan quinquennal 2010-14 et la finalisation du nouveau plan quinquennal 2015-19 qui a été rendu public en 2015. Ce dernier intègre un important programme d'investissements de 263 milliards USD, devant porter la croissance économique de l'Algérie à 7% à l'horizon 2019.

Après une année 2013 sans expansion, la seule depuis 2000, les dépenses budgétaires ont enregistré, à nouveau, en 2014, une hausse de 15.4%, contre une baisse de 13.7% en 2013. Ainsi, les dépenses budgétaires qui représentent 39.9% du PIB (contre 36.8% en 2013) se sont chiffrées à 7 033 milliards DZD (dinars algériens). Les dépenses de fonctionnement qui se sont accrues de 8.8% (contre une baisse de 12% en 2013),

ont représenté 65% des dépenses budgétaires (69% en 2013), indiquant une tendance à rationaliser les dépenses courantes, au profit des dépenses en capital. Ces dernières ont, quant à elles, connu un accroissement de 30% (contre une baisse de 17% en 2013). Les documents budgétaires de clôture de la loi de finances 2014, indiquaient, à fin septembre de la même année, un taux de réalisation des dépenses globales de 66%, dont 71% pour le fonctionnement et 59% pour l'équipement. Ces résultats révèlent un besoin d'améliorer la capacité d'absorption des investissements dans l'économie algérienne. En 2014, les rémunérations avaient représenté 41% des dépenses de fonctionnement, les transferts sociaux 20% dont le soutien à la santé 6.7% et à la famille 8.5%.

Quant aux recettes, elles sont estimées à 5 908 milliards DZD et représentent 33.5% du PIB (contre 35.9% en 2013). Leur très léger recul est la résultante d'une baisse de 6.9% des recettes d'hydrocarbures (représentant 58% du total des recettes), compensée par une hausse de 9.8% des recettes hors hydrocarbures. Les clôtures budgétaires à fin septembre 2014, indiquent des réalisations de 80% pour les recettes budgétaires avec 68% pour les recettes ordinaires par rapport aux prévisions de la loi de finances 2014. La prochaine loi de finance de 2016 prévoit une augmentation budgétaire susceptible de relancer plusieurs secteurs de l'économie. Ce, pour le bonheur des Algériens.



BIOGRAPHIE OFFICIELLE D'ABDELAZIZ BOUTEFLIKA

Il est chargé d'une double mission de contrôleur général de la wilaya V en 1957 et 1958. Officier en zone 4 et en zone 7 de la Wilaya V, il est ensuite attaché au PC de la wilaya V, puis, successivement, au PC du «COM Ouest», au PC de l'état-major «Ouest» et au PC de l'état-major général de l'ALN. En 1960, le Commandant Abdelaziz Bouteflika est affecté aux frontières méridionales du pays pour commander le «front du Mali» dont la création entraine dans le cadre des mesures visant à faire échec aux entreprises de division du pays de la part de la puissance coloniale; ce qui lui vaudra le nom de guerre de Si Abdelkader El Mali.

En 1961 il entre clandestinement en France dans le cadre d'une mission de contact avec les leaders historiques de la Révolution détenus à Aulnoy.

En 1962, Abdelaziz Bouteflika est député à l'Assemblée Constituante et devient, à 25 ans, ministre de la jeunesse, des sports et du tourisme du premier gouvernement de l'Algérie indépendante. Il est également membre de l'assemblée législative en 1963, avant d'être nommé, la même année, ministre des affaires étrangères

En 1964 il est élu par le congrès du front de Libération Nationale en qualité de membre de Comité Central et membre du bureau politique.

Abdelaziz Bouteflika prend une part active au réajustement révolutionnaire de juin 1965 qui verra l'instauration du Conseil de la Révolution - dont il est membre - sous la présidence de Houari Boumediene.

Reconduit dans les fonctions de ministre des affaires étrangères, il anime, jusqu'en 1979, une action diplomatique qui vaudra à son pays un prestige, un rayonnement et une influence qui établiront l'Algérie comme un des leaders du Tiers-monde, et, à ce titre, comme interlocuteur recherché des grandes puissances. Il définit ainsi la ligne directrice dont la diplomatie algérienne ne se départira plus par la suite, fondée sur le respect du droit international et le soutien aux causes justes à travers le monde.

Diplomate chevronné et reconnu, Abdelaziz Bouteflika impulsera, pendant plus d'une décennie, la politique étrangère qui mène aux grands succès de la diplomatie algérienne, dont le renforcement et l'unification des rangs arabes lors du sommet de Khartoum de 1967, puis lors de la guerre d'octobre 1973 contre Israël, la reconnaissance internationale des frontières de l'Algérie et l'instauration de relations de bon voisinage et de fraternité avec les

POLITIQUE UNE DÉMOCRATIE « MILITAIRE » ?

Par Alexandre Korbéogo

Longtemps soupçonnée à tort ou à raison d'être la chasse gardée des islamistes, l'Algérie n'en demeure pas moins un pays qui essaie de se bâtir une démocratie. Non sans grincements de dents.

Depuis son accession à l'indépendance en 1962, l'Algérie essaie de se frayer un chemin dans le concert des nations. Aujourd'hui, dirigé par un chef d'État affaibli par la maladie, Abdelaziz Bouteflika, le pays lutte pour se forger un destin à l'image des nations dites démocratiques. Sans tambours, ni trompette, l'Algérie se construit politiquement. Face à l'adversité des groupes islamistes, qui par moment mettent à mal sa stabilité, le pays se bat comme il peut pour mener à bon port sa barque. C'est pourquoi, malgré l'entrée tardive du multipartisme (février 1989) dans la pratique électorale, l'histoire politique de ce pays n'en demeure pas moins riche. Les premières élections communales libres sont organisées en 1990. Le Front islamiste du Salut (FIS) en sort vainqueur. Un an plus tard, ce même parti perd des voix lors des élections législatives mais demeure en tête des suffrages au premier tour. Les décideurs politiques décident de tout arrêter. Le deuxième des élections n'aura jamais lieu. Le pays bascule dans la violence. Tant bien que mal, il essaie aujourd'hui de se relever. Des difficultés existent, certes. Mais, la force des Algériens de surpasser leur ego peut triom-

pher. Pour y parvenir, il faut mettre à plat tout le système «tribalisé» actuel afin de rebâtir une nouvelle Algérie, éprise de paix, de tolérance et de justice. Et, de nos jours, face à la mondialisation, l'on doit avoir à l'idée les mots d'Ahmed Ben Bella, le premier président de l'Algérie indépendante qui répondait à une question à lui posée par un journaliste sur les effets de la mondialisation. «Le seul avantage que nous en avons retiré est que nous sommes aujourd'hui mieux informés qu'hier. Nul ne peut plus ignorer le fait que ce système amène à l'extension de la faim. Des richesses ont été créées, mais ce sont des richesses factices. Ce sont des multinationales, comme General Motors et Nestlé, ce sont de grands groupes industriels qui pèsent, sur le plan monétaire, beaucoup plus que de grands pays comme l'Égypte. Si on se base sur ses gains, General Motors, par exemple, est quatre fois plus riche que l'Égypte, qui est un pays de 70 millions d'habitants, le pays des Pharaons, un pays extraordinaire, le pays arabe le plus éduqué ! Cela vous donne une image de ce que signifie le mot «mondialisation»»

pays limitrophes, ou encore l'échec de l'embargo contre l'Algérie suite à la nationalisation des hydrocarbures.

Abdelaziz Bouteflika joue également un rôle important dans la consolidation des organisations du tiers monde et le renforcement de leur unité d'action, notamment à travers son action lors de la conférence des 77 et du sommet africain, tenus respectivement en 1967 et 1968 à Alger. De même, il fera de l'Algérie un des leaders du mouvement des non-alignés. Il défend également sans relâche les processus de décolonisation dans le monde. L'Algérie devient ainsi le porte-parole du Tiers-monde et particulièrement dans sa revendication pour un nouvel ordre économique international.

lu à l'unanimité Président de la 29^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en 1974, Abdelaziz Bouteflika obtient la mise au ban par la communauté internationale du régime sud-africain pour sa politique d'apartheid et fait admettre, malgré les oppositions, le leader de l'Organisation de Libération de la Palestine, feu Yasser Arafat, qui prononcera un discours devant l'Assemblée Générale. Il préside également, en 1975, la 7^{ème} session extraordinaire consacrée à l'énergie et aux matières premières dont l'Algérie était l'un des initiateurs.

la mort du Président Boumediène, en 1978, et en tant que plus proche compagnon du défunt, il prononce une oraison funèbre remarquée. Mais il devient, dès cette année, la principale cible de la politique de «déboumediénisation» et est contraint à un exil qui durera plus de 6 années.

Il est de retour en Algérie en janvier 1987 et sera signataire de la «motion des 18» consécutive aux événements d'octobre 1988. Il prend part au congrès du FLN en 1989, qui l'élit membre du comité central.

Pressenti pour occuper les fonctions de ministre-conseiller du Haut Comité d'État, instance présidentielle transitoire mise en place entre 1992 et 1994, puis de représentant permanent auprès de l'ONU, Abdelaziz Bouteflika décline ces propositions, comme il ne donnera pas suite, en 1994, aux sollicitations dont il est l'objet en vue de son accession aux fonctions de chef de l'État dans le cadre des modalités et des mécanismes de la transition.

En décembre 1998, il fait part de sa décision de se présenter, en tant que candidat indépendant, à l'élection présidentielle anticipée d'avril 1999. Abdelaziz Bouteflika est élu Président de la République le 15 Avril 1999.

Dès sa prise de fonctions, le président Abdelaziz Bouteflika réaffirme sa détermination à rétablir la sécurité, la paix et la stabilité. cette fin, il engage

un processus législatif de concorde civile, consacré, le 16 septembre 1999, par un référendum qui recueille plus de 98% de suffrages favorables.

Le rétablissement progressif de la sécurité permet au Président Bouteflika d'entamer, sur le plan intérieur, un vaste programme de refondation de l'État algérien, à travers la réforme des structures et des missions de l'État, du système judiciaire, du système éducatif ainsi qu'un train de mesures économiques audacieuses, comportant notamment une réforme du système bancaire destinée à rendre l'économie algérienne plus performante, ce qui permettra à l'Algérie d'entrer dans l'économie de marché, de renouer avec la croissance et de réaliser des taux de croissance particulièrement élevés. Le Président de la République décide également, durant son premier mandat, de la constitutionnalisation de Tamazight et sa consécration en tant que langue nationale. Au plan international, sous l'impulsion du Président Bouteflika, l'Algérie se réapproprie son rôle de leader. Elle joue un rôle actif sans cesse plus important au niveau continental dans le cadre de l'Union Africaine et du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), dont le chef de l'État est l'un des initiateurs.

Au niveau méditerranéen, l'Algérie conclut un Accord d'Association avec l'Union Européenne, le 22 avril 2001.

L'Algérie, devenue un partenaire écouté du G8, prend régulièrement part à ses Sommets, depuis l'an 2000.

Parallèlement, le Président Bouteflika ne ménage aucun effort pour rendre possible la poursuite de la construction de l'Union du Maghreb Arabe.

Le 22 février 2004, Abdelaziz Bouteflika annonce son intention de se présenter pour un second mandat présidentiel.

Fort des résultats positifs de son premier mandat, il mène campagne pour défendre les grands thèmes de son projet de société, notamment la réconciliation nationale, la révision du code de la famille, la lutte contre la corruption et la poursuite des réformes engagées.

Il est réélu, le 8 avril 2004, avec près de 85% des voix.

Dès l'entame de son mandat, le Président Bouteflika s'attelle à l'affermissement de l'action multiforme entamée durant son premier mandat. Il initie un programme de consolidation et de soutien au développement, doté d'une enveloppe de 60 milliards de dollars, ainsi que deux programmes dédiés au sud du pays et aux hauts plateaux. Le Chef de l'État accorde par ailleurs une attention particulière au suivi des actions engagées.

Sur le plan économique et financier, une politique

saine et cohérente permet à l'Algérie de disposer de réserves de changes de l'ordre de plus de 140 milliards de dollars, ce qui la place au premier rang dans le monde arabe.

La croissance moyenne de l'économie, hors hydrocarbures, se situe autour de 5%, avec des pointes de plus de 6%.

La dette extérieure a été ramenée à moins de 5 milliards de dollars, et l'épargne de l'État dans le Fonds de régulation des recettes s'élève à plus de 4.000 milliards de dinars.

En septembre 2005, et conformément à sa promesse électorale, le Président de la République organise un référendum sur la réconciliation nationale. Près de 80% des Algériens plébiscitent cette politique.

Le processus de réformes de la gouvernance s'est poursuivi, avec le rétablissement de l'autorité de l'État.

Sur le plan international, l'Algérie redevient un acteur engagé sur le plan arabe, africain, de la Oumma islamique et au niveau des relations multilatérales. En 2008, elle intègre le processus de l'Union pour la Méditerranée.

Durant ce deuxième mandat, le Président Bouteflika reçoit des distinctions internationales, dont la plus haute décoration du pays musulman le mieux gouverné et le prix Louise Michel du centre d'études politiques et de sociétés de Paris.

Fin 2008, le Président Bouteflika procède à une révision partielle et limitée de la Constitution.

Le 12 février, il annonce sa décision de se présenter à l'élection présidentielle du 9 avril 2009 comme candidat indépendant. Il est réélu avec un taux de 90,24% des suffrages exprimés.